

Les Notes d'Ipemed n°3 Résumé

L'espace financier euroméditerranéen

Octobre 2009

Les Auteurs

- **Guillaume Almeras** est consultant en stratégie et organisation, particulièrement dans les domaines bancaires et financiers. Ancien élève de l'ENS, ancien banquier, il intervient en tant qu'expert en conception et mise en place de réformes et programmes dans les pays en développement, en liaison notamment avec des institutions multilatérales.
- **Abderrahmane Hadj Nacer** est banquier d'affaires international. Docteur en sciences économiques, ancien gouverneur de la Banque centrale d'Algérie, il a créé plusieurs banques d'affaires dans la région méditerranéenne, dont l'International Maghreb Merchant Bank (IM Bank), première banque privée en Algérie.

Résumé

Ce document, disponible sur www.ipemed.coop, aborde la question fondamentale de l'espace financier méditerranéen et de la manière dont il devrait être organisé pour contribuer au développement des pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée (Psem) avec notamment la mise en place d'une banque régionale chargée de collecter l'épargne locale et de la diriger vers le financement de projets structurants. A la base de cette réflexion, les deux auteurs partent d'un constat qui va à l'encontre de nombre de postulats et de clichés.

En effet, selon eux, la rive sud de la Méditerranée, et plus particulièrement le Maghreb, n'ont pas besoin d'aide financière mais plutôt d'une organisation plus efficace en matière de collecte et d'emploi de l'épargne locale. Cela signifie que toute réflexion sur cette région implique d'être convaincu que « *l'investissement étranger n'est pas le vecteur de tout développement* » et que l'on fait fausse route en affirmant « *la particularité de chacun des trois pays* » qui, du coup, bénéficieraient chacun d'un dispositif spécifique.

Premier constat : Importance de l'épargne maghrébine

« *Le développement économique des pays du Maghreb ne dépend nullement de l'aide financière européenne – y compris pour la réalisation d'infrastructures à l'échelon national ou régional* », relèvent Guillaume Almeras et Abderrahmane Hadj Nacer. Pour eux, c'est avant tout « *la mobilisation et la collecte de l'épargne* » ainsi que sa « *réallocation productive* » qui facilitera le dit développement.

Transferts des migrants. Mais qu'en est-il de l'importance de cette épargne ? Le document accorde une large place à la question des transferts financiers issus de l'émigration maghrébine dont le montant peut-être évalué entre 5 et 10 milliards de dollars. Certes, reconnaissent les deux experts, les données concernant ces transferts sont peu disponibles mais des éléments tangibles permettent de mieux cerner le phénomène. Ainsi, contrairement à une idée reçue, ces transferts ne diminuent pas au fil du temps (et de l'intégration des migrants dans les pays d'accueil). Le cas marocain (3 à 4 milliards d'euros sont transférés annuellement de l'Europe vers le Royaume chérifien) démontre même que les flux financiers en



question ont tendance à augmenter au fil des ans. Dans le même temps, l'argent des migrants n'est plus uniquement envoyé au pays d'origine pour le soutien familial mais il y est aussi investi et épargné, les migrants entendant profiter du différentiel de pouvoir d'achat entre les deux rives de la Méditerranée.

Fuite des capitaux. Alors que les transferts de migrants dépassent en montant celui des investissements directs étrangers au Maghreb, cette région connaît dans le même temps une fuite de capitaux de près de 7 milliards de dollars. « *Alors que les transferts sont la première source de devises, l'épargne maghrébine, au contraire fuit littéralement la région, par manque d'opportunités et de confiance* », relèvent des deux auteurs qui mettent en exergue ce phénomène peu connu : « *l'épargne maghrébine se place largement dans les pays développés. Et seul son caractère informel dissimule cette réalité.* »

Second constat : Les faiblesses structurelles du système bancaire maghrébin

Comment expliquer l'incapacité de la région à mobiliser ces quelques 15 milliards d'euros qui résultent de l'addition des transferts des migrants et de la fuite des capitaux ? Pour Guillaume Almeras et Abderrahmane Hadj Nacer, la réponse est simple et tient dans la faiblesse du système bancaire maghrébin. « *Rien ne contraint le développement des pays du Maghreb, ni un manque de ressources ni un manque de moyens* », rappellent-ils en observant toutefois qu'au niveau des banques maghrébines « *le poids de certaines pratiques et d'usages étranglent le développement.* »

Crédit cher et rare. Les crédits accordés par les banques aux entreprises et aux entrepreneurs sont chers et peu faciles à obtenir tandis que les services bancaires sont peu développés de même que les produits financiers susceptibles d'attirer l'épargne sont rares. « *Les Banques maghrébines limitent l'offre de crédit en quantité, en qualité et en terme de conditions* », précisent les auteurs. Pourtant, relèvent-ils, ces banques « *sont sur-liquides mais pas assez pour soutenir le développement.* » Cette situation explique, entre autre, pourquoi les transferts des migrants disparaissent en large partie dans des canaux informels et pourquoi ils ne servent guère au développement économique. En clair, les banques maghrébines « *contraignent le développement bien plus qu'ils ne le servent* » puisqu'elles sont incapables de transformer l'épargne en placements de long terme, ces derniers étant la source essentielle de financement du développement.

Une piste : la création d'une banque régionale euro-méditerranéenne

Pour les deux auteurs, la mobilisation efficace de l'épargne maghrébine et des transferts des migrants est un tel enjeu « qu'une institution multilatérale », euro-méditerranéenne, mériterait d'être créée à la condition que « *l'on considère que les deux rives de la Méditerranée sont engagées dans un processus de croissance partagée. Et si l'on reconnaît, surtout, que les premiers flux à mobiliser sont les transferts issus de l'immigration.* »

Une mission fondamentale. L'institution créée aurait pour mission « *d'organiser et faciliter la collecte de l'épargne* » régionale et d'en « *sécuriser la gestion, la conservation et le réemploi productif.* » Ainsi la constitution d'une telle banque « *marquerait la reconnaissance d'une prise de conscience d'une sphère de co-développement entre les deux rives de la Méditerranée.* »

Une structure innovante. Conscients des difficultés auxquelles serait confrontée la création de cette banque régionale, Guillaume Almeras et Abderrahmane Hadj Nacer estiment nécessaire que son actionnariat soit aussi ouvert à des investissements privés. Ne dépendant ni d'aides ni de subventions, cette institution bénéficierait de la notation la plus élevée dans la région (triple A) et deviendrait ainsi une autorité de paiement incontournable susceptible de drainer l'argent des épargnants, par le biais ou non des établissements commerciaux, pour la transformer en source de financement pour des projets économiques à la rentabilité soigneusement examinée.



« Une initiative de ce genre dérogerait sans doute aux schémas classiques de l'aide au développement parce qu'elle associerait étroitement dans sa mission même, une institution publique et des établissements privés », reconnaissent les deux auteurs pour qui « les ressources ne manquent pas » mais demeurent « seulement inemployées. » Et de conclure qu'il faut « favoriser les transferts financiers et leur assurer une stabilité suffisante pour qu'ils puissent financer des investissements de long terme. Ceci, à travers la création d'une institution multilatérale chargée de leur réallocation durable. »

Résumé rédigé par Akram Belkaïd, Octobre 2009

les Notes d'IPEMED permettent à des experts internationaux de prendre position sur de grandes questions méditerranéennes et formuler des propositions concrètes pour favoriser la construction d'une région économiquement intégrée, durable et solidaire.

L'Institut de prospective économique du monde méditerranéen, IPEMED, est une association reconnue d'intérêt général, créée en 2006. Think tank promoteur de la région méditerranéenne, il a pour mission de rapprocher par l'économie, les pays des deux rives de la Méditerranée. Il est indépendant des pouvoirs politiques dont il ne reçoit aucun financement.

IPEMED est dirigé par **Jean-Louis Guigou** et **Radhi Meddeb**. Conseiller éditorial : **Akram Belkaïd**. Conseiller scientifique: **Pierre Beckouche**. Communication : **Véronique Stéphane**